

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/10686]

**25 JANUARI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het jaarlijks maximumbedrag van de kostprijs van de fotokopieën per leerling in het secundair onderwijs voor het schooljaar 2016-2017**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 100, gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001 en 17 oktober 2013;

Gelet op het advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, gegeven op 18 juni 2015;

Overwegende dat artikel 100 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 bepaalt dat de Regering, op advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, het jaarlijks maximumbedrag van de kostprijs van de fotokopieën vaststelt dat per leerling in het secundair onderwijs kan worden gevraagd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 november 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 januari 2017;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het jaarlijks maximumbedrag dat kan worden gevraagd voor de kostprijs van de fotokopieën, wordt per leerling op 75 euro vastgesteld vanaf het schooljaar 2016-2017.

**Art. 2.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 2017.

De Minister-president,

Rudy DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

Marie Martine SCHYNS

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/10701]

**25 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'École d'administration publique et des services en charge de la formation**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988 et par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 29 mars 2009 ;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 24 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mars 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2016 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 mars 2016 ;

Vu le protocole n° 466 du Comité de Secteur XVII, conclu le 20 mai 2016 ;

Vu l'avis n° 59.704/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 août 2016 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis du Comité de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 28 novembre 2016 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2016 ;

Vu les demandes d'avis adressées le 17 novembre 2016 au Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, au Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, au Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiotvisuel de la Communauté française, et au Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur en application de l'article 4, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai prévu ;

Vu l'article 4, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française qui prévoit que, passé le délai de 10 jours ouvrables, l'avis est réputé favorable ;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'accord de coopération : l'accord de coopération du 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne ;

2° l'Ecole : l'Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne créée par l'accord de coopération ;

3° le Collège scientifique : le Collège scientifique de l'Ecole visé aux articles 20 à 24 de l'accord de coopération ;

4° le Conseil d'administration : le Conseil d'administration de l'Ecole visé aux articles 10 à 19 de l'accord de coopération ;

5° le formateur interne : le membre du personnel des services du Gouvernement wallon, des services du Gouvernement de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne ou de la Communauté française, qui prête à titre occasionnel son concours à l'Ecole ou aux services en charge de la formation ;

6° le participant : le membre du personnel des services du Gouvernement wallon, des services du Gouvernement de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne ou de la Communauté française, qui suit une formation organisée par l'Ecole ou les services en charge de la formation ;

7° le service en charge de la formation : le service du Gouvernement wallon ou du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public qui dépend de la Région wallonne ou de la Communauté française et qui est en charge de la formation du personnel ;

8° le Secrétaire général : le secrétaire général au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ou le fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public concerné.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux formateurs internes des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

#### CHAPITRE 2. — Sélection et désignation des formateurs internes

**Art. 3.** Les formateurs internes sont sélectionnés sur base de leurs compétences techniques et pédagogiques.

Une fois sélectionné par le service en charge de la formation ou l'Ecole, le formateur interne est repris dans la liste des formateurs internes et peut dispenser des formations tant pour le service en charge de la formation que pour l'Ecole.

Toute décision de sélection d'un formateur interne est communiquée à l'Ecole en vue d'actualiser la liste des formateurs internes. Cette liste mise à jour est communiquée aux services en charge de la formation.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La procédure de sélection est mise en œuvre par le Conseil d'administration de l'Ecole ou le Secrétaire général selon que la formation relève des compétences de l'Ecole ou des services du Gouvernement.

§ 2. Lorsque la liste des formateurs ne permet pas de rencontrer les besoins de la formation, le Conseil d'administration ou le Secrétaire général, chacun pour ce qui le concerne, lance un appel à candidature afin de sélectionner des formateurs internes.

L'appel à candidatures est diffusé au sein des services du Gouvernement de la Région wallonne et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

§ 3. L'appel à candidatures reprend :

1° la liste des thématiques des formations à donner par les formateurs internes ;

2° le contenu de chaque formation ;

3° les conditions de recevabilité des candidatures ;

4° le formulaire de candidature.

Les conditions de recevabilité des candidatures visées au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont :

1° être titulaire d'une évaluation favorable ;

2° ne pas faire l'objet d'une sanction disciplinaire non radiée ;

3° être titulaire d'un diplôme en lien avec la matière de la formation ou d'une expérience en lien avec la matière de la formation de minimum 6 ans.

Les candidatures transmises spontanément au service en charge de la formation et à l'Ecole via le formulaire mis à disposition sur le site internet du service en charge de la formation ou de l'Ecole sont intégrées aux candidatures de l'appel.

§ 4. La recevabilité des candidatures est examinée par le Secrétaire général ou le Conseil d'administration, chacun pour ce qui les concerne.

Les candidatures déclarées recevables par le Secrétaire général ou le Conseil d'administration sont transmises à un jury de sélection. La composition du jury est fixée par le Secrétaire général ou le Conseil d'administration.

Le jury comprend au moins trois membres. Il disposera d'une expertise technique et pédagogique liée à la thématique de la formation. Le président du Collège scientifique ou son délégué préside le jury lorsqu'il s'agit de formations de la compétence de l'Ecole.

§ 5. Les candidats dont la candidature a été déclarée recevable sont auditionnés par le jury de sélection. Cette audition vise à évaluer tant les compétences techniques que pédagogiques des candidats à exercer la fonction de formateurs internes.

§ 6. Au terme de l'audition, le jury de sélection émet un avis motivé sur chaque candidat selon qu'il l'estime « apte » ou « non apte » à exercer la fonction de formateur interne et transmet cet avis motivé au Secrétaire général ou au Collègue scientifique.

§ 7. Après audition des candidats par le jury, le Conseil d'administration sur proposition du Collège scientifique, ou le Secrétaire général, chacun pour ce qui le concerne, sélectionnent les formateurs internes.

§ 8. Il est établi une liste des formateurs internes par ordre alphabétique.

Cette liste est tenue par l'Ecole. Les membres de la liste sont tenus de lui notifier par écrit, toute modification de leurs coordonnées.

§ 9. Le président et les membres du jury de sélection, qui ne sont pas membres du personnel des services du Gouvernement wallon, des services du Gouvernement de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne ou de la Communauté française, bénéficient d'une allocation de 75 euros par demi-journée, rattachée à l'indice pivot 138.01 au 1<sup>er</sup> janvier 1990 et indexée conformément à l'article 8, alinéa 2.

En toute hypothèse, une réunion du jury qui se tient dans la continuité d'une réunion du Collège scientifique ne donne pas droit, dans le chef des membres du jury qui sont également membres du Collège scientifique, à l'allocation visée au présent paragraphe.

**Art. 5.** Le Conseil d'administration sur proposition du Collège scientifique ou le Secrétaire général, chacun pour ce qui le concerne, peuvent, après avoir entendu le formateur interne, décider de son retrait de la liste des formateurs internes, dans les hypothèses suivantes :

- 1° le formateur interne ne respecte pas le contenu et l'organisation de la formation ;
- 2° l'évaluation des participants est majoritairement négative ;
- 3° le formateur ne remplit plus une des conditions de recevabilité visée à l'article 4, § 3, alinéa 2 ;
- 4° le formateur n'a pas suivi la formation pédagogique visée à l'article 7 alinéa 2.

Toute décision de retrait de la liste des formateurs internes est communiquée à l'Ecole.

Le formateur interne peut demander à être retiré de la liste en informant par écrit l'Ecole.

**Art. 6.** Après avis du supérieur hiérarchique quant aux disponibilités du formateur, le Directeur général de l'Ecole ou le Secrétaire général, chacun pour ce qui le concerne, désigne, pour chaque formation, un formateur parmi les formateurs sélectionnés pour la thématique en lien avec la formation concernée.

**Art. 7.** Le temps consacré par le formateur interne à donner la formation n'excède pas dix pour cent de son temps de travail annuel, sauf accord du Secrétaire général ou du Directeur général dont dépend le formateur interne.

Les formateurs internes suivent une formation pédagogique par an organisée par l'Ecole.

Les formations pédagogiques à destination des formateurs internes et le travail collectif sur la définition du contenu de la formation à la demande de l'Ecole ou des services en charge de la formation ont lieu pendant le temps de travail.

Les préparations individuelles et la rédaction des supports pédagogiques sont réalisées en dehors du temps de travail.

### CHAPITRE 3. — *Indemnisation des formateurs internes*

**Art. 8.** Pour chacune des prestations suivantes, tout formateur interne reçoit une allocation dont le montant est fixé comme suit:

- 1° un cours : 25 euros par heure de formation donnée ;
- 2° une session d'armement, tir et mission de police :
  - a) comme moniteur : 9,29 euros par heure;
  - b) comme directeur de session: 12,38 euros par heure;
- 3° un module e-learning : 129,28 euros par module de deux heures;
- 4° une réponse à des questions en ligne via une plateforme : 3,71 euros par réponse ;
- 5° une élaboration ou adaptation du contenu du support pédagogique à la demande de l'Ecole ou du service de formation : un forfait de 111,45 euros;
- 6° une rédaction de questions d'examen : un forfait de 74,30 euros pour l'ensemble des questions relevant d'une matière ;
- 7° une correction de travaux : 3,71 euros par travail corrigé.

Les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et rattachés à l'indice-pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

### CHAPITRE 4.— *Dispositions finales*

**Art. 9.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, il est inséré un chapitre VIII/I intitulé « Mission de service pour les agents chargés de formations à l'Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne ou dans un service en charge de la formation du personnel ».

**Art. 10.** Dans le chapitre VIII/I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 précité, inséré par l'article 9, il est inséré un article 108/4 rédigé comme suit :

« Art. 108/4. § 1<sup>er</sup>. L'agent qui est appelé à dispenser une formation à l'École d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne ou dans un service en charge de la formation du personnel est placé en mission de service. ».

**Art. 11.** Dans le chapitre VIII/I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 précité, inséré par l'article 9, il est inséré un article 108/5 rédigé comme suit :

« Art. 108/5. L'agent qui dispense une formation à l'École d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne ou dans un service en charge de la formation du personnel en bénéficiant d'une mission de service est considéré comme en activité de service. ».

**Art. 12.** Tout membre du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Communauté française, qui a donné des formations pour le service en charge de la formation ou l'École, endéans les quatre ans précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté est, de plein droit, repris dans la liste des formateurs internes s'il remplit les conditions de recevabilité prévues à l'article 4, § 3, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 14.** Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 25 janvier 2017.

Le Ministre-Président,  
Rudy DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
André FLAHAUT

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/10701]

**25 JANUARI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleiders bij de "Ecole d'administration publique" (School voor overheidsbestuur) en de vormingsdiensten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en bij de wet van 6 januari 2014 ;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003 ;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2009 ;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3 ;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 maart 2016 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juni 2016 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 16 maart 2016 ;

Gelet op het protocol nr. 466 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 20 mei 2016 ;

Gelet op het advies nr. 59.704/2 van de Raad van State, gegeven op 4 augustus 2016 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 28 november 2016 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 1 december 2016 ;

Gelet op de aanvragen om advies gestuurd op 17 november 2016 aan de Directieraad van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, de Directieraad van het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, en aan de Directieraad van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs overeenkomstig artikel 4, derde lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende het gebrek aan advies gegeven na de gestelde termijn ;

Gelet op artikel 4, derde lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap dat bepaalt dat nadat de termijn van 10 werkdagen verstreken is, het advies als gunstig wordt geacht;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Definities en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een school voor overheidsbestuur die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest;

2° de school : de school voor overheidsbestuur die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest, opgericht bij het samenwerkingsakkoord ;

3° het wetenschappelijk college : het wetenschappelijk college van de school bedoeld in de artikelen 20 tot 24 van het samenwerkingsakkoord ;

4° de Raad van bestuur : de Raad van bestuur van de school bedoeld in de artikelen 10 tot 19 van het samenwerkingsakkoord ;

5° de interne opleider : het personeelslid van de diensten van de Waalse Regering, van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de instellingen van openbaar nut die van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap afhangen, dat occasioneel zijn medewerking verleent aan de school of aan de vormingsdiensten;

6° de deelnemer: het personeelslid van de diensten van de Waalse Regering, van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de instellingen van openbaar nut die van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap afhangen, dat een opleiding volgt, georganiseerd door de school of de vormingsdiensten;

7° de vormingsdienst : de dienst van de Waalse Regering of van de Regering van de Franse Gemeenschap of van een instelling van openbaar nut die van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap afhangt en die belast is met de opleiding van het personeel;

8° de Secretaris-generaal : de secretaris-generaal in de zin van artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of de leidend ambtenaar van de betrokken instelling van openbaar nut.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de interne opleiders van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen.

#### HOOFDSTUK 2. — *Selectie en aanwijzing van interne opleiders*

**Art. 3.** De interne opleiders worden op grond van hun technische en pedagogische competenties geselecteerd.

Zodra de selectie door de vormingsdienst of de school verricht is, wordt de interne opleider opgenomen in de lijst van de interne opleiders en kan hij zowel voor de vormingsdiensten als voor de school opleidingen verstrekken.

Iedere beslissing tot selectie van een interne opleider wordt aan de school medegedeeld om de lijst van de interne opleiders aan te passen. Die bijgewerkte lijst wordt aan de vormingsdiensten bekendgemaakt.

**Art. 4. § 1.** De selectieprocedure wordt door de raad van bestuur van de school dan wel door de secretaris-generaal uitgevoerd al naar gelang de opleiding onder de bevoegdheid van de school of van de diensten van de Regering valt.

§ 2. Wanneer het onmogelijk is in de opleidingsbehoeften te voorzien door een beroep te doen op de lijst van de opleiders, wordt door de Raad van bestuur of de Secretaris-generaal, ieder wat hem betreft, een oproep tot kandidaten gedaan om de interne opleiders te selecteren.

De oproep tot kandidaten wordt verspreid binnen de diensten van de Regering van het Waalse Gewest en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen.

§ 3. De oproep tot kandidaten omvat :

1° de lijst met de thematische opleidingen die door de interne opleiders worden gegeven ;

2° de inhoud van elke opleiding ;

3° de voorwaarden voor de ontvankelijkheid van de kandidaturen ;

4° het kandidaatsformulier.

De voorwaarden voor de ontvankelijkheid van de kandidaturen bedoeld in het eerste lid, 3° zijn :

1° houder zijn van een gunstige evaluatie;

2° geen niet-geschrapte tuchtstraf opgelegd gekregen hebben;

3° houder zijn van een diploma in verband met de leerstof van de opleiding of minstens zes jaar ervaring hebben in de materie die als leerstof van de opleiding dient.

De spontane kandidaturen die bij de vormingsdienst of de school zijn ingediend via het webformulier van de vormingsdienst of van de school worden bij de kandidaturen van de oproepprocedure gevoegd.

§ 4. De ontvankelijkheid van de kandidaturen wordt door de Secretaris-generaal of de Raad van bestuur, ieder wat hem betreft, onderzocht.

De door de Secretaris-generaal of de Raad van bestuur ontvankelijk verklaarde kandidaturen worden aan de examencommissie selectie gestuurd. De samenstelling van de examencommissie wordt bepaald door de Secretaris-generaal of door de Raad van bestuur.

De examencommissie telt minstens drie leden. De examencommissie beschikt over een technische en pedagogische deskundigheid in verband met de thematische opleiding. De voorzitter van het wetenschappelijk college of diens afgevaardigde zit de examencommissie voor wanneer het opleidingen betreft die onder de bevoegdheid van de school vallen.

§ 5. De kandidaten wier kandidatuur ontvankelijk is verklaard, worden door de examencommissie selectie gehoord. Die hoorzitting beoogt de inschatting van de technische en pedagogische competenties van de kandidaten om de functie van interne opleider uit te oefenen.

§ 6. Na afloop van de hoorzitting brengt de examencommissie selectie een gemotiveerd advies uit over elke kandidaat die "geschikt" of "ongeschikt" wordt bevonden om de functie van interne opleider uit te oefenen en bezorgt hij dat gemotiveerd advies aan de Secretaris-generaal of aan het wetenschappelijk college.

§ 7. Nadat de examencommissie de kandidaten heeft gehoord, worden de interne opleiders door de Raad van bestuur op de voordracht van het wetenschappelijk college of de Secretaris-generaal, ieder wat hem betreft, geselecteerd.

§ 8. Er wordt een alfabetisch gerangschikte lijst van interne opleiders opgesteld.

Die lijst wordt bijgehouden door de school. De leden van de lijst moeten de school schriftelijk elke wijziging van hun persoonlijke gegevens meedelen.

§ 9. De voorzitter en de leden van de examencommissie selectie, die geen personeelslid zijn van de diensten van de Waalse Regering, van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de instellingen van openbaar nut die van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap afhangen, krijgen een uitkering van 75 euro per halve dag, gekoppeld aan spilindex 138.01 op 1 januari 1990 en geïndexeerd overeenkomstig artikel 8, tweede lid.

Hoe dan ook geeft een vergadering van de examencommissie die gehouden wordt als voortzetting van een vergadering van het wetenschappelijk college voor de leden van de examencommissie die eveneens lid van het wetenschappelijk college zijn geen recht op de uitkering bedoeld in deze paragraaf.

**Art. 5.** Nadat de interne opleider is gehoord, wordt door de raad van bestuur op de voordracht van het wetenschappelijk college of de Secretaris-generaal, ieder wat hem betreft, besloten tot de schrapping van de interne opleiders van genoemde lijst in volgende gevallen:

- 1° niet-inachtneming, door de interne opleider, van de inhoud en de organisatie van de opleiding
- 2° overwegend negatieve evaluatie door de deelnemers;
- 3° het niet meer vervullen, door de opleider, van één van de ontvankelijkheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 4, § 3, tweede lid;
- 4° het niet volgen, door de opleider, van de pedagogische opleiding bedoeld in artikel 7, tweede lid.

Elke beslissing tot schrapping van de interne opleider van genoemde lijst wordt aan de school medegedeeld.

De interne opleider kan zelf vragen om van de lijst geschrapt te worden door de school daar schriftelijk van te verwittigen.

**Art. 6.** Na advies van de hiërarchische meerdere wat de beschikbaarheid van de opleider betreft, wijst de directeur-generaal van de school of de Secretaris-generaal, ieder wat hem betreft, voor elke opleiding, een opleider aan uit de opleiders die voor het thematisch onderwerp in verband met de betrokken opleiding geselecteerd worden.

**Art. 7.** De tijd die door de interne opleider besteed wordt aan het geven van de opleiding overschrijdt niet tien percent van zijn jaarlijkse werktijd, behoudens instemming van de Secretaris-generaal of van de directeur-generaal van wie de interne opleider afhangt.

De interne opleiders volgen een pedagogische opleiding per jaar, georganiseerd door de school.

De pedagogische opleidingen ten behoeve van de interne opleiders en het collectieve werk voor de bepaling van de inhoud van de opleiding op vraag van de school of de vormingsdiensten vinden plaats tijdens de werkuren.

De individuele voorbereidingen en het maken van de pedagogische informatiedragers worden buiten de werkuren verricht.

### HOOFDSTUK 3. — *Vergoeding van de interne opleiders*

**Art. 8.** Voor elkeen van onderstaande prestaties krijgt iedere interne opleider een uitkering waarvan het bedrag als volgt is bepaald:

- 1° een les : 25 euro per uur verstrekte opleiding;
- 2° een zitting bewapening, schieten en politieopdracht :
  - a) als monitor : 9,29 euro per uur;
  - b) als zittingsdirecteur : 12,38 euro per uur;
- 3° een module e-learning : 129,28 euro per module van twee uur;
- 4° het beantwoorden van on line-vragen via een platform : 3,71 euro per antwoord;
- 5° het uitwerken of aanpassen van de inhoud van de pedagogische informatiedrager op vraag van de school of van de vormingsdienst: een forfait van 111,45 euro;
- 6° het opstellen van examenvragen : een forfait van 74,30 euro voor het geheel van de vragen betreffende een materie;
- 7° verbetering van werken : 3,71 euro per verbeterd werk.

De bedragen bedoeld in het eerste lid worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

### HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 9.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII<sup>e</sup> sorteren, wordt een hoofdstuk VIII/I ingevoegd, luidend als volgt : « Dienstopdracht voor de ambtenaren belast met de opleidingen aan de school voor overheidsbestuur die gemeenschappelijk zijn aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest of in een dienst die belast is met de opleiding van het personeel ».

**Art. 10.** In hoofdstuk VIII/I van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 108/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 108/4. § 1. Het personeelslid dat in een school voor overheidsbestuur een opleiding verstrekt die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest of in een dienst die belast is met de opleiding van het personeel, wordt als in diensopdracht zijnde beschouwd.

**Art. 11.** In hoofdstuk VIII/I van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 108/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 108/5. Het personeelslid dat in een school voor overheidsbestuur een opleiding verstrekt die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest of in een dienst die belast is met de opleiding van het personeel en die een dienstopdracht geniet, wordt als in dienstactiviteit beschouwd. ».

**Art. 12.** Elk personeelslid van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die van de Franse Gemeenschap afhangen, dat opleidingen verstrekt heeft voor de vormingsdienst of de school binnen de vier jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit, is van rechtswege opgenomen in de lijst van de interne opleiders als hij aan de voorwaarden voor de ontvankelijkheid bedoeld in artikel 4, § 3, tweede lid, 1° en 2° beantwoordt.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

**Art. 14.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 2017.

De Minister-President,

Rudy DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

André FLAHAUT

---

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/10702]

**9 DECEMBRE 2016. — Arrêté ministériel portant renouvellement de l'agrément de l'Association des Ateliers d'Accueil, d'École et de Production Audiovisuelle en tant qu'organisation représentative d'utilisateurs**

La Vice-présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, notamment l'article 7 tel que modifié par le décret du 20 juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2006 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, notamment l'article 8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 janvier 2012 portant agrément de l'Association des Ateliers d'Accueil, d'École et de Production Audiovisuelle en tant qu'organisation représentative d'utilisateurs ;

Considérant que l'A.S.B.L. « Association des Ateliers d'Accueil, d'École et de Production Audiovisuelle » a pour objet social de rassembler les ateliers d'accueil, d'école et de production audiovisuelle reconnus par la Communauté française, en vue de défendre les intérêts de leurs membres ;

Considérant que les conditions d'agrément telles que définies à l'article 7 du décret du 10 avril 2003 sont remplies,

Arrête :

**Article unique.** L'agrément de l'A.S.B.L. « Association des Ateliers d'Accueil, d'École et de Production Audiovisuelle » en abrégé « AAAPA », enregistrée sous le numéro d'entreprise 841.602.781 et dont le siège social est sis rue de la Poste 111 à 1030 Bruxelles, en tant qu'organisation représentative d'utilisateurs est renouvelée pour une durée de cinq ans à dater de la notification du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 2016.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

Alda GREOLI

---

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/10702]

**9 DECEMBER 2016. — Ministerieel besluit tot hernieuwing van de erkenning van de « Association des Ateliers d'Accueil, d'École et de Production Audiovisuelle » als representatieve gebruikersorganisatie**

De Vice-presidente en Minister van Cultuur en Kind,

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, inzonderheid op artikel 7, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 2006 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, inzonderheid op artikel 8;